

## Groupe de travail : Dédouanement

mercredi 15 novembre 2023 à Montreuil

L'addition des emplois est égale à -281 ?

Cherchez l'erreur !



### De quoi s'agit-il ?



Ce groupe de travail (GT) prévoyait à la fois un bilan et des perspectives en matière de Dédouanement. Il fait suite à une première séance tenue le 23 mai 2023 ([à lire ici](#)). Pour rappel, l'UNSA Douanes a demandé un cycle de discussion OP/CO dédié, au même titre que celui mené actuellement pour la Surveillance.

Cinq thèmes furent abordés au cours de ce GT :

1. [Service de l'origine et du Made in France \(SOMIF\)](#)
2. [E-commerce, bilan du déploiement de Delta H7](#)
3. [Brexit : bilan et perspectives](#)
4. [DéclareDouane \(dédouanement des particuliers revenant de l'étranger\)](#)
5. [Frontière suisse \(évolutions\)](#)

### **La déclaration préalable de l'UNSA Douanes a été directe :**

Dans les bilans détaillés sur les documents de travail, il y a des « PLUS » en termes de besoin d'emplois, parfois même chiffrés (+700 pour le BREXIT) et aucun « MOINS ». En effet, là où il y a de nouvelles tâches à accomplir, des effectifs supplémentaires sont fléchés, et là où il y a des gains dus à la dématérialisation, ces emplois sont réorientés pour renforcer les contrôles. Logiquement, cela devrait au global générer des effectifs supplémentaires, mais on constate sur la période des 3 dernières années que les effectifs OP/CO n'ont pas augmenté, mais bien au contraire, fondu de 281 emplois. Le bilan caché, il est là ! L'UNSA Douanes dénonce ces suppressions d'emplois alors que les besoins, nous le verrons, sont toujours plus nombreux.

### **Service de l'origine et du Made in France (SOMIF)**

Nous avons rappelé que le service n'était pas encore aux prises avec tout le potentiel d'opérateurs susceptibles d'être intéressés par la marque Made In France, mais lorsque la publicité sur ce marquage sera optimale et la dématérialisation des demandes possible (projet en cours), il est probable que la charge de travail au service de Clermont-Ferrand sera exponentielle. Il sera donc nécessaire d'ajuster, le moment venu, les effectifs.

Parmi les autres missions confiées à ce service, on note un volume de RCO (délivrance de rescrits) en légère baisse mais cela dépend beaucoup des accords préférentiels passés dans l'année et la mission de contrôle a posteriori de l'origine, qui a traité cette année près de 2500 demandes, chiffre en forte hausse.

Nous avons mis aussi en exergue les pré-demandes des entreprises qui peuvent,

sans nécessairement se conclure par l'IMF, générer beaucoup de temps travail. Il va être donné comme consigne de rediriger ces demandes vers les PAE... C'est bien pour les agents du SOMIF, mais cela ne fera que reporter le problème sur d'autres !

Pour répondre à notre intervention liminaire, l'administration a informé que la création du service SOMIF n'avait pas réduit le nombre de rédacteurs à COMINT3, ce qui libère du temps pour réactualiser les instructions sur l'origine.

Selon l'administration, la résidence n'a pas eu à souffrir d'un manque d'attractivité. Néanmoins, vu la technicité des missions effectuées, l'ensemble des OS revendique l'obtention de la NBI pour les agents de ce service.

(→ [retour au menu](#))



## Groupe de travail : Dédouanement

mercredi 15 novembre 2023 à Montreuil

L'addition des emplois est égale à -281 ?

Cherchez l'erreur !



### E-commerce, bilan du déploiement de Delta H7

La volatilité des opérateurs et la mise en place des DCN rendent difficile l'efficacité d'une politique de contrôle des déclarations DELTA H7 dans des services déjà surchargés. Il sera nécessaire, selon l'UNSA Douanes, qu'il y ait des sanctions plus dissuasives à l'encontre des fraudeurs.

De plus, l'administration parle d'une possible massification de traitement des demandes de rectifications. C'est bien, mais il faudrait également veiller à une réduction du nombre de rectifications et responsabiliser les déclarants sur la qualité des données qu'ils déposent dans le système informatique. Actuellement le CDU ne nous donne pas réellement les moyens de le faire.

L'UNSA Douanes a indiqué que, même si l'essentiel des déclarations avec Delta H7 se fait sur Roissy, les 6 % restants à la province représentent tout de même 6 millions de déclarations. À cela, il faut tenir compte de la possibilité d'avoir la présentation des marchandises réalisée en province, même si la déclaration tombe à Roissy.

Il est donc nécessaire d'offrir à nos collègues de province la possibilité d'effectuer les contrôles avant qu'ils aient le sentiment de se retrouver impuissants pour lutter contre cette potentielle fraude.

En outre, les différences de volume de déclarations traitées chaque année dans les bureaux de Roissy, créent des tensions au sein de services surchargés. Sur ce point, l'administration a indiqué qu'elle réfléchissait pour savoir s'il fallait, dans certains cas, rediriger les déclarations là où la marchandise arrive sur le territoire.

Nous avons également mis en garde l'administration par rapport à l'outil informatique Delta H7, qui est actuellement fiable (disponibilité et temps de réponse). Cependant, si une montée en charge intervient au niveau de ce qui était prévu, soit 300 millions de déclarations, son évolution pour acquérir de nouvelles fonctionnalités lui permettrait-elle, demain, de maintenir cette fiabilité ?

(→ retour au menu)

### Brexit : bilan et perspectives

Nous rejoignons les autres OS pour nous enquêter des moyens (humains et matériels) mis à disposition des sites, hors Hauts-de-France, concernés par le BREXIT et plus particulièrement les bureaux normands et les PPF des aéroports secondaires. L'administration nous dévoile qu'un prochain bilan sera présenté aux syndicats, pour lequel nous avons demandé que ces services soient bien repris.

Nous avons également évoqué l'attractivité des sites à Calais et Dunkerque, dont l'ouverture 7/7 et H24 pose le problème des compensations pour les agents. Travaillant sous Mathieu comme les collègues voisins de la Surveillance, nous revendiquons que leur soit appliqué le même système de bonification retraite.

Nous avons relevé qu'une baisse des échanges avec le Royaume-Uni était perceptible depuis le BREXIT, mais selon le chargé de mission de la DG cela pourrait être compensé par des groupages plus importants. Néanmoins, nous aurions aimé connaître la variation des échanges commerciaux avec la République d'Irlande.

Nous apprenons que le taux de circuit orange, de l'ordre de 12 %, comporte quelques 2 à 3 % qui proviennent en fait de certaines méconnaissances des opérateurs et ne devraient donc pas se retrouver dans ce circuit. L'administration travaille à éliminer ce phénomène.

(→ retour au menu)



## Groupe de travail : Dédouanement

mercredi 15 novembre 2023 à Montreuil

L'addition des emplois est égale à -281 ?

Cherchez l'erreur !



### DéclareDouane (dédouanement des particuliers revenant de l'étranger)

Il s'agit ici de dématérialiser les déclarations des voyageurs qui reviennent de l'étranger avant qu'ils ne franchissent la frontière.

L'administration nous assure que ce sera une option et non pas une obligation. De même la sacro-sainte question du douanier « *qu'avez-vous à déclarer ?* » perdurera et sera éventuellement complétée par « *l'avez-vous déclaré ?* »

Cette application prévoyant le paiement avant le franchissement de la frontière, nous avons indiqué que le système serait probablement plus attrayant et plus « logique » si le paiement des

droits et taxes pouvait s'effectuer une fois l'arrivée effective en France.

En outre, il faudra veiller à prévenir l'utilisateur que cela ne l'exonère en aucun cas d'un contrôle à la frontière.

La phase d'expérimentation pour permettre la déclaration, le calcul et à terme le paiement des marchandises taxables accompagnant les passagers, utilise un portail qui sera à terme un point d'entrée pour les déclarations de capitaux (DALIA) et le futur e-846A (dédouanement de véhicule principalement en frontière terrestre).

(→ retour au menu)

### Frontière suisse (évolutions)

Il y a des particularismes locaux hérités du passé mais surtout propres à la géographie complexe de certains points de passage en frontière. Ces circonscriptions réalisent énormément de dédouanements de véhicule (846A).

Un projet est à l'étude pour la dématérialisation du document de dédouanement des véhicules, projet embryonnaire pour le moment, en concertation avec les services du ministère de l'Intérieur.

L'UNSA Douanes a encore remis le couvert sur les effectifs. En effet, la dématérialisation des formalités liées au dédouanement des véhicules permettrait de libérer une charge de travail

équivalent à 20 emplois. Nous demandons si ces 20 emplois seront supprimés ou bien recentrés, comme nous l'espérons, sur des tâches de dédouanement ou de LCF.

**L'administration confirme : « OUI, ILS SERONT REDÉPLOYÉS ! »**

Autre question sur la transposition du SI BREXIT à la frontière suisse. Celui-ci ne peut être qu'adapté mais pas transposé, du fait de l'immédiateté de la frontière contrairement au Royaume-Uni où la frontière est caractérisée par la Manche.

(→ retour au menu)

Au final, beaucoup de demandes ont tourné sur les effectifs et corroborent nos propos liminaires. Il faudra se souvenir, lors des prochains débats sur les emplois douaniers, des quelques informations glanées à ce propos durant ce groupe de travail.



**SUIVEZ-NOUS SUR : [WWW.UNSADOUANES.FR](http://WWW.UNSADOUANES.FR)**

